



Programme des Nations Unies pour
l'environnement



UNEP



Organisation des Nations Unies pour
l'alimentation et l'agriculture

Distr.
GENERALE

UNEP/FAO/PIC/INC.7/8
16 Août 2000

FRANCAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITE DE NEGOCIATION INTERGOUVERNEMENTAL CHARGE D'ELABORER UN INSTRUMENT INTERNATIONAL JURIDIQUEMENT CONTRAIGNANT PROPRE A ASSURER L'APPLICATION DE LA PROCEDURE DE CONSENTEMENT PREALABLE EN CONNAISSANCE DE CAUSE DANS LE CAS DE CERTAINS PRODUITS CHIMIQUES ET PESTICIDES DANGEREUX QUI FONT L'OBJET D'UN COMMERCE INTERNATIONAL
Septième session

Genève, 30 Octobre- 3 Novembre 2000

Point 5(b) de l'ordre du jour provisoire*

DOCUMENT PREPARATOIRE POUR LA CONFERENCE DES PARTIES : OPTIONS POUR LES REGLES DE GESTION FINANCIERE , Y COMPRIS DISPOSITIONS FINANCIERES APPLICABLES AU SECRETARIAT PERMANENT, ET PROJET DE BUDGET POUR LE PREMIER EXERCICE BIENNAL.

Procédures et règles de gestion financières de la Conférence des Parties, de ses organes subsidiaires et de son Secrétariat

Note du Secrétariat

1. Au paragraphe 4 de l'article 8 de la Convention il est stipulé que : « A sa première réunion, la Conférence des Parties arrête et adopte par consensus son règlement intérieur et ses règles de gestion financière et ceux de tout organe subsidiaire, ainsi que les dispositions financières régissant le fonctionnement du Secrétariat .»
2. En conséquence, à sa sixième session, le Comité a demandé au Secrétariat de présenter, dans un document qu'il examinera à sa prochaine session, les différentes options possibles pour les règles de gestion financière et les dispositions financières appropriées pour le fonctionnement du Secrétariat ainsi qu'un projet de budget pour le premier exercice biennal.

* UNEP/FAO/PIC/INC.7/1

Par souci d'économie, le présent document a été imprimé en nombre limité. Aussi les participants sont-ils priés de se munir de leurs propres exemplaires et de s'abstenir de demander des copies supplémentaires.

3. Suite à cette demande du Comité, le Secrétariat provisoire a rédigé la présente note assortie d'une annexe I présentant les grandes lignes des procédures et règles de gestion financières possibles et d'une annexe II contenant un projet de budget pour le premier exercice biennal

4. Cette présentation s'inspire des précédents que constituent les règles de gestion financière des accords multilatéraux sur l'environnement ci-après : Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone et Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination, Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, Convention sur la diversité biologique et Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique.

5. Le tableau 1 reprend les principaux points des règles de gestion financières des accords multilatéraux susmentionnés ; une compilation détaillée de l'ensemble de ces règles circulera au cours de la session sous la cote UNEP/FAO/PIC/INC./INF/4

6. Le projet de budget pour le premier exercice biennal et le montant des effectifs ont été calculés en s'inspirant de l'expérience gagnée par le Secrétariat avec l'application de la procédure de consentement préalable en connaissance de cause (PIC) provisoire et en considérant son volume d'activités, y compris l'organisation, une fois par an, d'une réunion de la Conférence des Parties et d'une session du Comité d'étude des produits chimiques. Le projet de budget a également été établi en prenant pour location du Secrétariat Rome et Genève, sans préjuger toutefois de la décision que pourra prendre la Conférence des Parties à ce sujet. Dans le tableau, les rubriques 21 et 32 relatives aux ateliers et aux autres activités d'appui ont été laissées en blanc et le Comité de négociation intergouvernemental souhaitera peut-être aider le Secrétariat à décider de la nature et de la portée des activités de ce type à faire figurer dans le projet de budget.

Mesures prises par le Comité

7. Le Comité souhaitera peut-être conseiller le Secrétariat et lui demander de rédiger, pour présentation à la Conférence des Parties à sa prochaine réunion, un projet de règlement intérieur et de règles de gestion financière pour la Conférence des Parties, ses organes subsidiaires et le Secrétariat.

8. Le Comité souhaitera peut-être également donner des précisions supplémentaires au Secrétariat quant à l'établissement du projet de budget pour le premier exercice biennal et lui demander de modifier le projet ci-présenté en conséquence.

Tableau 1: Principales règles de gestion financière des accords multilatéraux sur l'environnement

| Accord multilatéral sur l'environnement | Protocole de Montréal | Convention de Bâle | Convention – cadre sur les changements climatiques | Convention sur la diversité biologique | Convention sur la lutte contre la désertification |
|---|--|--|--|--|---|
| Exercice financier | Biennal | Biennal | Biennal | Biennal | Biennal |
| Budget adopté | à la majorité des 2/3, représentant 50% de la consommation des ODS | par consensus | par consensus | non décidé | par consensus |
| Transfert entre lignes de crédit | Libre | Le Bureau peut autoriser des dépenses dépassant le montant approuvé dans les limites des dépenses totales approuvées | Libre entre les principales ligne de crédit. La COP fixe les montants limites de ces transferts. | Tels que fixés par les règles de gestion financière de l'ONU | Libre entre les principales ligne de crédit. La COP fixe les montants limites de ces transferts. |
| Nombre de fonds | 1 | 2 | 2 | 1 (+2 à COP3) | 3 |
| Couverture du (des) fonds | Dépenses approuvées par les Parties | 1. fonds d'affectation spéciale: financement du Secrétariat. 2. Fonds d'affectation technique: financement de l'assistance technique aux DC pour appliquer la Convention. | 1. Fonds: toutes dépenses. 2. Fonds spécial: participation des DC aux réunions de la COP. | 1. Fonds principal 2. Fonds volontaire: activités supplémentaires approuvées 3. Fonds volontaire: participation des DC | 1. Fonds principal 2. Fonds supplémentaire (ONG – participation et assistance). 3. Fonds spécial: participation des DC aux réunions de la COP |
| Réserve de trésorerie | - | - | Oui. Montant décidé par la COP | - | Oui, dans le cadre du fonds principal. Montant décidé par la COP. |
| Gestion du fonds | Le Secrétaire-général de la MOP. | Le Secrétaire-général de la COP. | Le Chef du secrétariat. | Un dépositaire crée et gère le (les) fonds d'affectation spéciale. | Le Chef du secrétariat. |

| Accord multilatéral sur l'environnement | Protocole de Montréal | Convention de Bâle | Convention – cadre sur les changements climatiques | Convention sur la diversité biologique | Convention sur la lutte contre la désertification |
|---|---|--|---|---|--|
| | | | | Le PNUE a été choisi comme dépositaire. | |
| Contributions | Volontaires, basées sur le barème des quotes – parts de l'ONU modifié | 1. quotes- parts. Barème des quotes – parts de l'ONU modifié. 2. Volontaires. | 1. Quotes – parts. Barème adopté par consensus 2. Volontaires. | 1. Quotes – parts. 2+3. Volontaires. | 1. Quotes – parts. Barème adopté par consensus. 2+3. Volontaires. |
| Plafond (25%) | 25% | 25% | 25% | 25% | 25% |
| Base (.01%) | .1% | - | .01% | .01% | .01% |
| Monnaie | \$ | \$ | Monnaie convertibles. | \$ | \$ |
| Contributions: pro rata | Oui | Oui | - | Oui | Oui |
| Amendements par | | | Consensus. | Consensus | Consensus |
| Frais généraux d'administration | 13% | 13% | Remboursement – comme convenu | Accord sur le montant du remboursement | Remboursement – comme convenu . |

Abréviations:

- COP - Conférence des Parties
 DC - Pays en développement
 MOP - Réunion des Parties
 ODS - Substances qui appauvrissent la couche d'ozone

Annexe I

Principaux éléments des procédures et règles de gestion financières

I PORTEE

1. Les règles de gestion financière s'appliquent normalement à la Conférence des Parties, ses organes subsidiaires et au Secrétariat. Les questions financières qui ne seraient pas couvertes par ces règles pourraient, par disposition spéciale, relever du règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies.

II EXERCICE FINANCIER

2. A l'échelle du système, les projets de budget sont généralement établis pour un exercice biennal, soit deux ans. Certains règlements financiers stipulent que l'exercice financier doit commencer une année paire.

III BUDGET

3. Lorsqu'une convention entre en vigueur, sa Conférence des Parties, en tant qu'organe suprême et personne morale distincte, adopte le budget de la convention, sur la base de l'estimation présentée par le Secrétariat. Le budget prévoit les dépenses occasionnées par les réunions et les activités de la Conférence des Parties, et de ses organes subsidiaires, ainsi que par le fonctionnement du Secrétariat.

A. Méthode d'adoption

4. Si les règles de gestion financière de la plupart des accords internationaux sur l'environnement stipulent clairement que la Conférence des Parties décide du budget par consensus, d'autres options sont cependant possibles.

5. La Conférence des Parties souhaitera peut-être envisager des solutions pour alléger la procédure d'approbation du budget. Une possibilité serait la création, à titre officieux, d'un groupe de travail spécial qui examinerait les propositions administratives et budgétaires avant leur présentation à la Conférence des Parties, étant entendu qu'un arrangement de ce type n'est pas normalement prévu dans les règles de gestion financière. Les conférences des Parties, respectivement de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et à la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination, par exemple, recourent à de tels arrangements.

B. Transferts entre lignes de crédit.

6. La question de l'approbation du budget soulève également celle du transfert entre lignes de crédit. Les Chefs de secrétariat sont, normalement, autorisés à effectuer des transferts entre les principales lignes de crédit du budget de base approuvé. Ces virements de crédits sont normalement approuvés jusqu'à concurrence des montants limites fixés par la Conférence des Parties.

IV FONDS

A. Différents types de fonds

7. La pratique courante pour les accords multilatéraux sur l'environnement est de créer un fonds, ou un ensemble de fonds, alimentés par des contributions sur lesquelles sont basées les dépenses. Normalement sont créés un fonds général qui reçoit des contributions dont le montant est fixé selon un barème approprié pour financer les activités de la Conférence des Parties, ses organes subsidiaires et le Secrétariat, et un ou plusieurs fonds d'affectation spéciale alimentés par d'autres types de contributions.

B. Réserve de trésorerie

8. L'expérience des accords multilatéraux sur l'environnement a montré que des manques temporaires de liquidités peuvent se produire pour diverses raisons - procédures internes adoptées par les Parties pour verser leurs contributions, fluctuations du taux de change et autres. Cette situation peut remettre en question la poursuite des activités menées dans le cadre de la Convention. En conséquence, les règles de gestion financière des derniers accords multilatéraux sur l'environnement prévoient la constitution d'une réserve de trésorerie dans le cadre du fonds général.

V CONTRIBUTIONS

A. Barème des contributions

9. Le barème des quotes-parts du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies est largement utilisé, dans les Conventions sur l'environnement, comme base de calcul pour le barème des contributions. Le barème de l'ONU est établi en tenant compte d'un certain nombre de facteurs économiques et financiers, dont la population et le produit national brut. Ce barème est arrêté et revu périodiquement par le Comité des contributions de l'ONU qui procède aux ajustements nécessaires lorsque la capacité relative d'un pays à contribuer se modifie de façon notable. Le Comité peut également donner un barème théorique pour les États Parties à la Convention qui ne sont pas membres de l'Organisation des Nations Unies mais qui participent à ses activités.

10. Dans la plupart des accords multilatéraux sur l'environnement a été retenu le barème des quotes-parts de l'Organisation des Nations Unies avec quelques ajustements. Un de ces ajustements permet d'exempter de contribution toute Partie qui paierait moins de 0,01% du total. Cela évite les frais disproportionnés entraînés par la collecte et le traitement de sommes trop peu importantes. Une autre disposition permet également, aux États devenus Parties au cours d'exercice financier, de verser des contributions calculées au prorata de la période de l'exercice qui reste à courir.

B. Contributions hors barème

11. La plupart des règles de gestion financière prévoient le versement, par des Parties et par de nombreux autres donateurs, de contributions qui ne soient pas calculées sur le barème des quotes-parts utilisé par l'Organisation des Nations Unies. Les règles de gestion financière de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, de la Convention sur la diversité biologique et de la Convention sur la lutte contre la désertification, qui ont été adoptées récemment, autorisent les donateurs à décider, en accord avec le chef du Secrétariat, de l'utilisation de ces contributions à des fins particulières.

12. Les contributions hors barème pourraient être notamment fournies par le gouvernement qui accueille le Secrétariat ainsi que par d'autres gouvernements et organisations.

I FRAIS GENERAUX D'ADMINISTRATION

13. La fourniture, par une ou plusieurs institutions, des services de gestion administrative et financière au Secrétariat entraîne des frais généraux d'administration. Un pourcentage fixé des contributions est souvent utilisé pour le remboursement de ces dépenses. Mais de plus en plus fréquemment, la Conférence des Parties négocie avec l'institution concernée, le remboursement des services fournis.

Annexe II

Tableau 2: Projet de budget pour le premier exercice biennal

| | | | | 1ere année | | 2ème année | |
|----|---------------------|--|---|------------|------|------------|---------|
| 10 | Elément : effectifs | | | | | | |
| | 11 | Personnel du projet | | grade | mois | | mois |
| | | 1101 | Secrétaire exécutif (PNUE) | D-1 | 3 | 38 684 | 3 |
| | | 1102 | Secrétaire exécutif (FAO) | D-1 | 3 | 42 000 | 3 |
| | | 1103 | Coordinateur | P-5 | 12 | 142 290 | 12 |
| | | 1105 | Administrateur de programme hors pair | P-5 | 12 | 154 000 | 12 |
| | | 1106 | Administrateur de programme | P-4 | 12 | 130 764 | 12 |
| | | 1107 | Administrateur de programme | P-4 | 12 | 140 000 | 12 |
| | | 1110 | Administrateur de programme | P-3 | 12 | 97 410 | 12 |
| | | 1111 | Administrateur de programme | P-3 | 12 | 128 000 | 12 |
| | | 1199 | Total | | | 873 148 | |
| | | | | | | | |
| | 12 | Consultants | | | | | |
| | | 1201 | DGD | | | 15 000 | |
| | | 1202 | Automatisation des bureaux etc. | | | 10 000 | |
| | | 1203 | Publications | | | 10 000 | |
| | | 1299 | Total | | | 35 000 | |
| | | | | | | | |
| | 13 | Appui administratif | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | Personnel administratif | | | | | |
| | | 1301 | Juriste adjoint | G-5 | 9 | 51 179 | 9 |
| | | 1302 | Commis au traitement des données | G-4 | 12 | 68 238 | 12 |
| | | 1303 | Secrétaire | G-4 | 12 | 56 000 | 12 |
| | | 1304 | Commis au traitement des données | G-3 | 12 | 48 000 | 12 |
| | | 1305 | Secrétaire | G-3/5 | 12 | 69 576 | 12 |
| | | 1309 | Personnel temporaire/heures supplémentaires | | | 10 000 | |
| | | Total partiel - Personnel administratif | | | | 302 993 | |
| | | | | | | | |
| | | Dépenses afférentes au service des conférences | | | | | |
| | | 1350 | Service de COP-2 | | | 450 000 | 0 |
| | | 1351 | Service de COP-3 | | | 0 | 450 000 |
| | | 1360 | Service de CRC-1 | | | 85 000 | 0 |
| | | 1361 | Service de CRC-2 | | | 0 | 85 000 |

| | | | 1ere année | | 2ème année | |
|------|------|---|------------|-----------|------------|-----------|
| | | Total partiel - Service des conférences | | 535 000 | | 535 000 |
| | 1399 | Total | | 837 993 | | 840 334 |
| | | | | | | |
| 16 | | Voyages officiels | | | | |
| | 1601 | Frais de voyage | | 60 000 | | 60 000 |
| | 1699 | Total | | 60 000 | | 60 000 |
| | | | | | | |
| 1999 | | Total élément | | 1 806 140 | | 1 826 254 |
| | | | | | | |
| 20 | | Elément : sous - traitance | | | | |
| | 21 | Sous – traitance ateliers (MOU/LOA) | | | | |
| | 2101 | A compléter | | 0 | | 0 |
| | 2199 | Total | | 0 | | 0 |
| | | | | | | |
| 23 | | Sous - traitance (commerciale) | | | | |
| | 2301 | Automatisation des bureaux | | 10 000 | | 10 000 |
| | 2302 | Matériel d'information | | 5 000 | | 5 000 |
| | 2303 | Divers | | 5 000 | | 5 000 |
| | 2399 | Total | | 20 000 | | 20 000 |
| | | | | | | |
| 2999 | | Total élément | | 20 000 | | 20 000 |
| | | | | | | |
| 30 | | Elément : formation | | | | |
| | 32 | Appui déplacements et participation pour ateliers | | | | |
| | 3201 | A compléter | | 0 | | 0 |
| | 3299 | Total | | 0 | | 0 |
| | | | | | | |
| 33 | | Appui déplacements et participation pour réunions | | | | |
| | 3301 | COP-2 | | 300 000 | | 0 |
| | 3302 | COP-3 | | 0 | | 300 000 |
| | 3310 | CRC-1 | | 60 000 | | 0 |
| | 3311 | CRC-2 | | 0 | | 60 000 |
| | 3399 | Total | | 360 000 | | 360 000 |
| 3399 | | Total élément | | 360 000 | | 360 000 |
| | | | | | | |

| | | | 1ere année | | 2ème année | |
|------|---|---|------------|--------|------------|--------|
| 40 | Matériel et locaux | | | | | |
| 41 | Matériel consommable | | | | | |
| | 4101 | Logiciels | | 10 000 | | 10 000 |
| | 4102 | Livres, publications, etc. | | 10 000 | | 10 000 |
| | 4103 | Divers | | 5 000 | | 5 000 |
| | 4199 | Total | | 25 000 | | 25 000 |
| 42 | Matériel non-consommable | | | | | |
| | 4201 | Automatisation des bureaux , équipement | | 10 000 | | 10 000 |
| | 4202 | PC et imprimantes | | 15 000 | | 15 000 |
| | 4203 | Photocopieuse | | 10 000 | | 0 |
| | 4204 | Télécopieur | | 5 000 | | 0 |
| | 4299 | Total | | 25 000 | | 25 000 |
| 43 | Locaux | | | | | |
| | 4301 | Loyer/Entretien | | 10 000 | | 10 000 |
| | 4302 | Equipements collectifs | | 1 000 | | 1 000 |
| | 4303 | Nettoyage | | 2 000 | | 2 000 |
| | 4399 | Total | | 13 000 | | 13 000 |
| 4999 | Total élément | | | 63 000 | | 63 000 |
| 50 | Divers | | | | | |
| 51 | Fonctionnement et entretien du matériel | | | | | |
| | 5101 | Entretien des équipements de bureau | | 5 000 | | 5 000 |
| | 5102 | Entretien PC et imprimante | | 2 000 | | 2 000 |
| | 5103 | Entretien photocopieuse | | 3 000 | | 3 000 |
| | 5104 | Entretien divers | | 2 000 | | 2 000 |
| | 5199 | Total | | 12 000 | | 12 000 |
| 52 | Impression – traduction | | | | | |
| | 5201 | Impression | | 15 000 | | 20 000 |
| | 5202 | Traduction | | 10 000 | | 10 000 |

| | | | 1ere année | 2ème année |
|---------------------------------|----------------------------|-----------------------------|------------|------------|
| | 5210 | Matériel d'information | 7 500 | 7 500 |
| | 5221 | Divers | 5 000 | 5 000 |
| | 5299 | Total | 37 500 | 42 500 |
| 53 | Dépenses accessoires | | | |
| | 5301 | Communications | 10 000 | 10 000 |
| | 5302 | Affranchissements | 20 000 | 20 000 |
| | 5310 | Divers | 2 000 | 2 000 |
| | 5399 | Total | 32 000 | 32 000 |
| 54 | Dépenses de représentation | | | |
| | 5401 | représentation - réceptions | 5 000 | 5 000 |
| | 5499 | Total | 5 000 | 5 000 |
| 55 | Evaluation | | | |
| | 5501 | Consultant pour évaluation | 5 000 | 5 000 |
| | 5502 | Appui administratif | 1 000 | 1 000 |
| | 5599 | Total | 6 000 | 6 000 |
| 5999 | Total élément | | 92 500 | 97 500 |
| TOTAL | | | 2 341 640 | 2 366 754 |
| Dépenses d'administration (13%) | | | 304 413 | 307 678 |
| GRAND TOTAL | | | 2 646 053 | 2 674 432 |
